

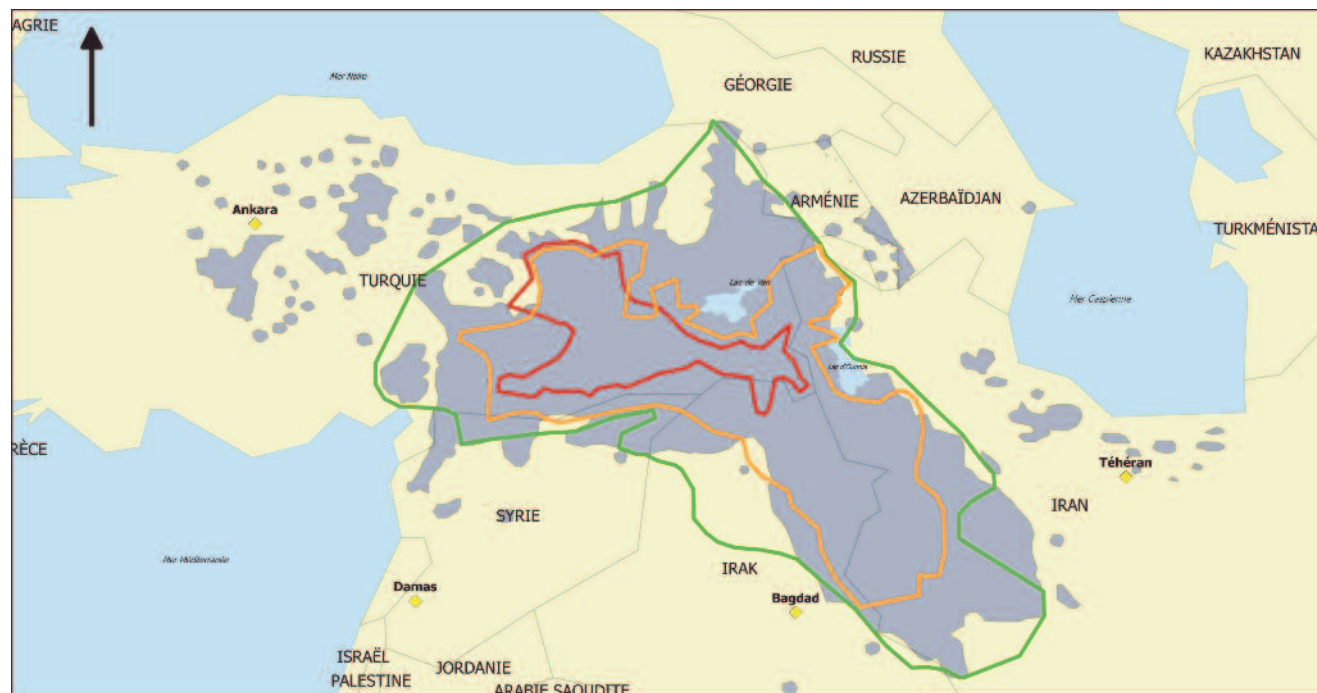
# SOMMAIRE

- 5 PARTIE 1 BIJI KURDISTAN**
- 6** Introduction
- 9** Lexique
- 15 PARTIE 2 REPÈRES**
- 16** Chronologie
- 26** La fin de l'Empire ottoman - Naissance des nations et division du Kurdistan
- 45 PARTIE 3 PROJET POLITIQUE : CONFÉDÉRER ET RÉCONCILIER**
- 46** Construire la démocratie sans l'État
- 58** La libération des peuples des Kurdistan : un idéal de réconciliation
- 72** Le camp de Mexmûr, lieu d'expérimentation politique du PKK
- 84** Le Rojava en quelques mots
- 98** La nouvelle gauche en Turquie
- 119 PARTIE 4 LA JINÉOLOJÎ, UNE NOUVELLE APPROCHE DU FÉMINISME**
- 120** La jinéologî
- 124** Le mouvement LGBTI + en Turquie et au Kurdistan
- 138** Parcours d'une peshmerga du Rojhelat, une organisation politique : le KOMALA
- 144** Les coopératives dans le mouvement kurde, outil d'émancipation des femmes. Deux témoignages
- 153 PARTIE 5 ÉCOLOGIE SOCIALE**
- 154** L'écologie, combat de politique et enjeu de survie
- 165 PARTIE 6 LE SYNDICALISME, AUTRE TERRAIN DES LUTTES KURDES**
- 166** L'apport des syndicalistes kurdes dans la construction et la fondation de KESK
- 180** Lutte à mort autour de l'Éducation nationale. Rencontres avec le syndicat Egitim Sen
- 192** Emek Kirtasiye. Histoire d'une reconversion éthique et collective après les licenciements
- 197 PARTIE 7 SOLIDARITÉS**
- 198** Dans un bataillon international
- 204** Le mouvement kurde en France
- 218** Ateliers de lettres aux prisonnières politiques
- 228** Là où on se rencontre. Détours par un cours de français avec des femmes de la diaspora kurde dans le 93
- 233 PARTIE 8 LA TURQUIE POST-COUP D'ÉTAT**
- 234** Chronologie depuis juin 2015
- 236** À Diyarbakir, après les purges, la résistance civile se réorganise
- 248** Les menaces en cours contre le secteur de l'enseignement supérieur en Turquie
- 257 LE RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES**

# INTRODUCTION

0 150 300 450 600 km

Organisation et réalisation cartographique:  
Commission Internationale de Solidaires  
Sources de données: Institut kurde de Paris  
Logiciel: QGIS



## Légende

- Limite proposée par la délégation kurde lors de la conférence de paix à Paris en 1919
- Limite définie par le traité de Sèvres en 1920
- Limite proposée par la délégation kurde lors de la 1ère Conférence des Nations Unies à San Francisco en 1945
- Principaux lacs et mers
- Peuplement kurde
- ◆ Principales capitales des pays de la région
- Pays de la région

Union syndicale Solidaires soutient le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, et a toujours dénoncé les attaques sur les populations civiles. Tel est le sens de notre engagement aux côtés des luttes de libération du peuple kurde.

La situation en Turquie et en Syrie est devenue une situation de guerre totale. Le pouvoir syrien d'une part, et le pouvoir turc d'autre part, s'illustrent particulièrement en la matière. Ils sont en effet responsables de massacres de grande ampleur et de crimes de guerre sur les populations de cette région du monde.

Les Kurdes sont particulièrement touchés depuis des années par des politiques de discrimination et de répression, et le pouvoir turc s'acharne avec une violence extrême contre ces populations. C'est dans ce cadre que de nombreuses initiatives de solidarité ont été prises ces dernières années, et c'est le résultat de

ce travail militant qui est présenté ici. La lutte de libération des Kurdes a pris un nouvel envol dans la période ouverte par la révolution syrienne et sa transformation en conflit militaire. L'expérimentation sociale et politique qui s'est réalisée dans les zones libérées nous a semblé intéressante à présenter ici.

La revue internationale de Solidaires est un espace de réflexion, elle ne traduit pas forcément des positions issues de débats tranchés dans notre Union syndicale. Ainsi, un certain nombre de textes de cette revue expriment des positions qui sont celles des personnes sollicitées pour contributions. D'autres sont des expressions de cama-

rades de Solidaires qui suivent particulièrement ces questions. Les débats continuent sur de nombreuses questions, notamment sur la situation en Syrie et les rapports entre les différences forces en présence. Notre solidarité n'implique aucun soutien à certaines stratégies d'alliances mises en œuvre par les mouvements politico-militaires kurdes ou autres. Nous pensons également que la transformation du processus révolutionnaire syrien en un conflit armé pose des questions multiples pour lesquelles une solution ne peut être trouvée que par l'ensemble des populations présentes sur ce même territoire. Cette revue ne prétend pas donner un vision exhaustive des points de vue des différentes forces en présence dans le conflit syrien. Le choix éditorial des rédactrices et rédacteurs a été de donner la parole à certaines composantes du mouvement kurde à qui, en général, est laissé peu d'espace pour s'exprimer. Il sera ainsi abordé la question des bases du système politique que le mouvement tente de développer en plusieurs endroits du Kurdistan, dans des environnements différents. Au sein de celui-ci, les mouvements d'émancipation des femmes jouent un rôle important. Les luttes des Kurdes contre l'État turc seront vues à travers le prisme syndical, et dans le contexte des purges ayant suivi la tentative de coup d'État de 2016. Enfin, des exemples de solidarités seront

présentés, qui invitent à réfléchir sur les pratiques de soutien aux peuples en lutte pour leur autodétermination.

Nous ne savons pas comment la guerre actuelle va évoluer, ni sur quelles configurations politiques elle va déboucher. En revanche nous savons que les populations civiles continuent d'être menacées et touchées durement que ce soit par le pouvoir de Bachar Al-Assad ou celui d'Erdogan, avec la complicité active ou lointaine d'autres puissances régionales ou occidentales. Toutes les populations de la région ont notre entière solidarité! ✨

## LEXIQUE

### ABRÉVIATIONS ET ACRONYMES



**AKP (Adalet ve Kalkınma Partisi)** Parti de la Justice et du Développement. Parti au pouvoir en Turquie depuis 2002.



**BDP (Barış ve Demokrasi Partisi)** Parti de la paix et de la démocratie, fondé en 2008 au Bakur, remplacé en 2014 par le DBP.

**BES (Büro Emekçileri Sendikası)** Syndicats des employés de bureau, affilié à KESK.

**BIL** Bataillon Internationale de libération  
**BÖG (Birlecek Özgürlük Güçleri)** Forces Unies de Libération, alliance d'organisations révolutionnaires turques, qui combattent au Rojava

**CDK-E** Conseil Démocratique Kurde en Europe

**CDK-F** Conseil Démocratique Kurde en France



**CHP** Parti républicain du peuple. Parti fondé en 1923 autour de Mustafa Kemal, aujourd'hui situé plutôt à gauche de l'échiquier politique mais reposant sur des bases nationalistes.

**CUP** Comité Union et Progrès ou Jeune Turcs

**DBP (Demokratik Bölgeler Partisi)** Parti Démocratique des Régions, fondé en 2014.

**DIVES (Diyamet ve Vakıf İşçileri Sendikası)** Syndicat des travailleurs des fondations et du Diyanet, affilié à KESK.

**DP (Demokrat Parti ou DP)** Parti démocrate. C'était un parti politique de Turquie, conservateur et laïc. Il a été fondé le 7 janvier 1946 par quatre députés issus du parti kémaliste au pouvoir.



**DISK (Devrimci işçi Sendikaları Konfederasyonu)**

Confédération des Syndicats de Travailleurs Révolutionnaires, fondée en 1967. Confédération rassemblant les salariés du secteur privé.

**DTK (Demokratik Toplum Kongresi)** Congrès pour une Société Démocratique créé en 2007 au Bakur.

**DYP (Dogru Yol Partisi)** Parti de la juste voie (Turquie), parti de droite au pouvoir entre 1991 et 1996 dans des gouvernements de coalition.

**Eğitim Sen** Syndicat des travailleurs de l'enseignement et des sciences, affilié à KESK.

**Emep (Emek Partisi)** Parti du travail. Parti politique de gauche en Turquie créé en novembre 1996.

**ESM (Enerji Sanayi ve Maden Kamu Emekçileri Sendikası)** Syndicat des fonctionnaires de l'énergie, des industries et des mines, affilié à KESK.

**Goran** « changement », parti du Kurdistan Sud créé par Nechirwan Mustafa suite à une scission de l'UPK. Seul mouvement sans milice armée, il a fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille.

**Haber Sen Basın Yayın İletişim ve Posta Emekçileri Sendikası** syndicat des travailleurs de la presse, de l'édition, de la communication et de la poste, affilié à KESK.

**HDK (Halkların Demokratik Kongresi)** Congrès Démocratique des Peuples créé en 2011.



# LE ROJAVA EN DEUX MOTS (OU PRESQUE)

par Yann Renoult



Région de Derik, Rojava,  
mars 2014. Derricks,  
plaines fertiles et moutons:  
les ressources du Rojava

**Environ 5 millions de Kurdes vivent en Syrie, principalement au nord, le long de la frontière avec la Turquie. Celle-ci fut créée en 1923 par le traité de Lausanne qui, sous la pression de Mustafa Kemal « Atatürk », dénia aux Kurdes le droit à un État qui pourtant leur avait été promis par les puissances colonisatrices anglaises et françaises. Le nom « Rojava » est assez récent, le Kurdistan syrien étant appelé avant « Petit Kurdistan ».**

U

tilisés durant le mandat français en Syrie contre les autres forces régionales, les Kurdes du Rojava deviennent la cible des nationalistes syriens quand l'armée française quitte le pays en 1946. Essayant d'arabiser les régions kurdes dans les années 60 et 70, le régime de Hafez El Assad organise des déplacements de population forcés, redistribuant les terres des paysans kurdes expropriés à des colons arabes. Près de 120 000 Kurdes sont privés d'identité, et donc de droits. La culture kurde est niée, l'usage de la langue kurde sévèrement réprimé, de même que la célébration de la fête de Newroz et ce, jusque sous Bashar Al Assad. Si dans les années 80, afin de faire pression sur la Turquie, le régime Assad tolère la présence du PKK, à condition que son action soit extérieure à ses frontières, et accueille pendant un temps Öcalan. Mais celui-ci est expulsé en 1998, ce qui conduira quelques mois plus tard à

son arrestation. Ironiquement, le recrutement important de cadres du parti au Rojava durant cette période amènera un regain des idées nationalistes au sein de la population kurde de Syrie. Les opposants politiques sont emprisonnés et torturés, des massacres ont lieu, comme à Qamishlo en 2004. La région est maintenue dans la pauvreté. Ses vastes plaines fertiles, où coulent l'Euphrate et le Tigre, servent de grenier à blé pour le pays et produisent également un peu de coton. Le pétrole extrait du sol est envoyé au gouvernement central sans profiter à la population locale.

Dès le début du soulèvement syrien en 2011, les Kurdes participent aux grandes manifestations civiles au nord du pays. Mais peu à peu le conflit se militarise, et l'opposition syrienne se regroupe en une coalition soutenue par la Turquie, qui ne veut pas entendre parler de droits pour les

Kurdes. Sous l'impulsion du PYD, parti de l'union démocratique, désigné parfois comme l'émanation syrienne du PKK, ceux-ci décident de suivre leur propre chemin vers l'autonomie. Mi-juillet 2012, les YPG (unités de protection du peuple, forces armées kurdes liées au PYD) s'emparent de la ville de Kobanê. Préférant épargner ses forces, le régime syrien se retire peu à peu du nord-est du pays sans combats violents, ne gardant une présence que dans l'aéroport de Qamishlo et la ville de Hasakeh. Très vite, les YPG doivent affronter des groupes de l'opposition syrienne proches du front Al-Nosra (ex-branche syrienne d'Al Qaïda, devenu aujourd'hui Hayat Tahrir al Sham) puis de l'autoproclamé « État islamique - daesh ».

Peu à peu, le territoire du Rojava s'étend. Au canton de Cizrê au nord-est et au canton d'Efrîn coupé des autres au nord-ouest,



Région de Rmeilan, octobre 2014. Les raffineries artisanales sont un désastre humain et écologique, mais à cause de l'embargo imposé par ses voisins, l'administration autonome n'a pas d'autres choix que de laisser faire.

s'est ajouté le canton de Kobanê dont la résistance très médiatisée en 2014 a contribué à faire connaître le processus en cours au Rojava sur la scène internationale, puis celui de Shehba, entre Kobanê et Efrin, où les Kurdes ne sont plus majoritaires. Dans les zones libérées, à l'instar de Manbij ou Raqqa plus récemment, l'administration du territoire est laissée à la charge d'un conseil local où est représentée chacune des composantes de la population. Militairement, les Forces démocratiques syriennes, créées fin 2015, regroupent toutes les factions alliées : YPG kurdes, Assyriens, différents groupes arabes, ezidis. Si les YPGs kurdes y étaient majoritaires au départ, il

semble que le nombre de combattants arabes ait largement augmenté. Avec l'aide des FDS, les conseils locaux tentent de remettre très rapidement en place dans les territoires nouvellement libérés les services de base à la population : électricité, eau, nourriture, et éducation.

Une fois les territoires sécurisés par les YPG, le TEV-DEM, coalition de divers partis et associations civiles dont l'acteur majoritaire est le PYD, commence à organiser la vie locale. Le projet du TEV-DEM s'articule autour du confédéralisme démocratique qui repose sur trois piliers majeurs : la démocratie directe, la libération des femmes comme préalable à une société égalitaire et l'écologie sociale. Tous les principes de l'administration autonome sont inscrits dans un contrat social qui sert de cadre à son action. Concrètement, de la plus petite échelle, la commune (un quartier ou un







Sere Kaniye, Rojava. 2014. Boulangerie coopérative tenue par des femmes dans un but d'émancipation économique

petit village) jusqu'à la fédération des peuples du nord de la Syrie et à son parlement où sont représentés tous les groupes de la société civile, en passant par les districts et les cantons, l'administration autonome déclarée officiellement en janvier 2014 tente d'organiser la vie au Rojava en formant des assemblées dans lesquelles chaque habitant.e majeure peut être élu.e pour décider des orientations à prendre concernant la gestion de la zone concernée. À tous niveaux un conseil exécutif composé de huit commissions (femmes, économie, politique, justice, autodéfense, société libre, société civile, idéologie) se charge de mettre en œuvre les décisions des conseils. À partir de l'échelle d'un village ou d'un quartier jusqu'à l'échelle régionale, les modali-

tés d'élections des Assemblées sont les mêmes, comme le dit le contrat social :

« Article 50

Toutes les Assemblées sont formées selon les principes suivants.

Les Assemblées consistent en un nombre suffisant de membres élus, fonction de la densité de la population ; 60% de leurs membres sont directement élus par le peuple et 40% sont élus par les composantes, les groupes et les segments sociaux ; ceci doit être régulé par une loi spéciale, selon la démocratie consensuelle.

1. Aucun membre des différentes Assemblées et des différents Conseils exécutifs ne doit être candidat à la coprésidence pour plus de deux mandats consécutifs.

2. L'Assemblée de village, de quartier, de la ville, du district, du canton, de la région du territoire est formée de représentants démocratiquement élus, sur la base des frontières du lieu de résidence par les segments sociaux, les groupes

confessionnels, ethniques, culturels ou les Communes. La durée des mandats électoraux est déterminée par les règles de procédure des Assemblées.

3. Les Assemblées élisent un nombre suffisant de membres du Conseil de Coordination de chaque quartier et de chaque ville ainsi qu'un nombre suffisant de membres du Conseil exécutif de chaque district, canton et région. Les Assemblées élisent leurs coprésidents et organisent leurs activités à travers des Commissions.

4. Les Assemblées approuvent et supervisent les membres des Bureaux de Justice et de l'Administration de la Sécurité intérieure. »

Très vite, les Kurdes réussissent à fédérer autour du projet les forces arabes locales, ainsi que les partis d'opposition chrétiens. En mars 2016, la création de la fédération des peuples du Nord de la Syrie, regroupant Arabes, Chrétiens, Kurdes et autres minorités autour d'un même projet de fédéralisme démocratique, concrétise cette alliance et donne naissance à un contrat social inspiré de celui du Rojava et partagé par tous. La question des femmes est particulièrement importante au Rojava. Si les images des combattantes des YPJ ont fait le tour de la planète, leur discours politique basé sur la jinéologî, littéralement « science des femmes », une approche de la question des femmes qui veut se différencier du féminisme blanc occidental, a été moins entendu. En pratique, toutes les structures sont obligatoirement coprésidées par un homme et une femme, et au moins 40% des membres des conseils doivent être des femmes. Un mouvement des femmes, le Yekitiya Star (aujourd'hui Kongreya Star) s'est développé afin de faire valoir leurs droits et de les protéger. À chaque échelle et dans chaque secteur de la société, des

conseils de femmes existent parallèlement aux autres instances. Ceux-ci ont un pouvoir décisionnaire fort sur les questions qui les concernent, mais pas seulement. Elles travaillent notamment à la participation des femmes à la vie publique, à leur émancipation sociale et économique et à la défense de leurs droits. L'égalité totale femmes-hommes a été affirmée dans la charte du Rojava, la polygamie et les mariages précoces sont interdits.

L'originalité du système mis en place au Rojava peut s'illustrer à partir de trois exemples : l'éducation, le système judiciaire, et les coopératives.

Si une partie des anciens enseignants est encore payée par le régime syrien, au fur et à mesure des années le système éducatif du Rojava s'autonomise. Une des premières mesures prises lors de la création de l'administration autonome a été l'enseignement des langues minoritaires à l'école : pendant les premières années du primaire, les Kurdes apprennent le kurde, les Assyriens l'araméen, les Arabes l'arabe. Par la suite, d'autres langues s'ajoutent à la langue maternelle de chacun. Le contenu enseigné dans chaque matière est pensé dans la continuité du projet politique de l'administration autonome. Ainsi, les enfants kurdes peuvent apprendre l'histoire du Kurdistan plutôt que celle de la république syrienne. L'administration autonome édite ses propres manuels scolaires, conçus et expérimentés depuis plusieurs années dans le camp de Maxmur. Mais ceux-ci sont maintenant édités dans les trois langues enseignées. Dès 2013, une formation des enseignants a été mise en place à l'université de Qamishlo. S'il en est encore à

ses débuts, le système d'enseignement au Rojava, fruit d'une longue réflexion au sein du mouvement kurde, se veut émancipateur, s'appuyant sur la pensée de pédagogues comme Paolo Freire<sup>1</sup> et John Dewey<sup>2</sup>. Il met l'accent sur le débat, et sur un rapport enseignant.e/s / élèves différent de l'enseignement « classique » où chacun peut à tour de rôle avoir la posture d'enseignant.e ou d'apprenant.e.

Dans chacun des États-nations où les Kurdes sont présents, le système judiciaire étatique a été une arme de répression dirigée contre eux plutôt qu'un outil au service de la justice, engendrant une méfiance bien compréhensible à l'égard de celui-ci. Les mouvements se réclamant du fédéralisme démocratique ont donc cherché à développer leur propre approche de la justice et du processus judiciaire, et ont trouvé des aspirations dans les modèles relevant de la justice réparatrice, qui privilégie l'utilisation du dialogue et de la négociation, les travaux d'intérêt collectif ou l'isolement social plutôt que l'emprisonnement. La charte stipule donc que « les peines ont pour but de réhabiliter les personnes coupables, de les contraindre à réparer les dommages, de développer leur conscience et de les inclure correctement dans la vie sociale ». La peine de mort est bannie. Le plus de litiges possibles doivent être résolus au niveau des comités locaux, appelés commissions

1 Pédagogue brésilien ayant théorisé la pédagogie critique dans laquelle l'enseignement doit permettre aux opprimés de prendre conscience des oppressions subies avant de pouvoir devenir acteur de changement.

2 Pédagogue né à New York, source d'inspiration pour la pédagogie nouvelle

3 « Rojava, une utopie au cœur du chaos syrien », Mireille Court et Chris Den Hond

de paix – seuls les meurtres n'en dépendent pas. Si un litige ne peut être résolu localement, il remonte à l'échelon supérieur. Si dans un premier temps, d'anciens juges et avocats de l'État syrien ont pris son relais dans les tribunaux, très vite des juges issus de la société civile ont été formés pour être à même de résoudre les différends. En parallèle des commissions de justice mixtes, les comités de femmes traitent les cas liés aux femmes: mariages forcés, violences patriarcales, divorces... Elles peuvent se saisir elles-mêmes d'une situation dont elles sont informées, et par exemple, condamner un mari violent quand bien même sa femme n'aurait pas porté plainte. Lors de la libération de zones occupées, un des défis majeurs de l'administration autonome est de gérer la situation des personnes ayant collaboré avec daesh. À Manbij, une amnistie a été déclarée pour ceux n'ayant pas commis de crimes de sang. Une autre question importante est celle de l'attribution des terres spoliées et abandonnées, dont celles occupées par des colons arabes depuis les années 70, et qui n'ont pas toujours été redistribuée pour garantir la paix sociale. On l'a vu plus haut, la situation économique du nord de la Syrie était particulièrement sinistrée. La monoculture du blé était l'activité principale, et à part le textile dans le canton d'Efrin, il n'y avait quasiment pas d'industries.

Soumis à l'embargo de la Turquie et du gouvernement régional du Kurdistan en Irak, dominé par le PDK de Massoud Barzani allié à Erdogan, le Rojava peine à se développer. Les hôpitaux n'ont pas d'équipements sophistiqués et les médicaments manquent, tributaires du bon



Qamishlo, Rojava, 2014. La maison des femmes est une association indépendante de l'administration locale.

vouloir du régime syrien. Le matériel nécessaire au développement de l'autonomie dans les secteurs énergétiques, alimentaire ou éducatif ne peut être importé. Comme l'explique Dildar Kobani, responsable de l'éducation<sup>3</sup>, à cause de l'embargo, 900 000 manuels scolaires sont coincés en Irak. L'administration autonome doit importer pièce par pièce le matériel d'imprimerie nécessaire à l'édition de manuels pour tous les écoliers. Et les organisations internationales comme l'UNICEF conditionnent leur soutien à un retour au programme officiel de l'État syrien. L'essentiel de l'économie, près de 70 %, est encore consacré à « l'effort de guerre ». Afin de garantir l'autonomie alimentaire et

énergétique et dépendre le moins possible de la contrebande, les importations étant impossibles à cause du blocus imposé par les pays voisins, l'administration autonome a décidé de diversifier la production agricole en la restructurant. La population a été encouragée à créer des coopératives : un grand nombre de personnes investissent financièrement dans un projet dans lequel ils sont également acteurs. Les coopératives garantissent l'accès à bas prix de sa production pour lutter contre l'inflation. Elles sont dirigées de manière collective, les profits sont répartis équitablement indépendamment de l'investissement initial. La volonté de l'administration autonome est de promouvoir un système de production alternatif, en circuit court, privilégiant le local et fonctionnant démocratiquement. Ainsi, les coopératives ne sont pas qu'un lieu de





Point de passage de Semalka, mars 2014.  
Les générateurs font partie des marchandises essentielles rapportées par la famille.

production mais aussi un lieu politique. Même si les grands propriétaires n'ont pas été expropriés, ils sont encouragés par ce système à faire évoluer leurs pratiques et leurs prix. Depuis 2013, les coopératives se multiplient, dans tous les domaines : production d'abord, avec le textile, l'agriculture (notamment à partir de terres appartenant à l'État qui ont été collectivisées), les boulangeries (dont les boulangeries d'État garantissant l'approvisionnement en pain). Mais aussi maintenant sous forme de marchés ou de boutiques et de restaurants. Les coopératives sont également un outil important d'émanci-

pation économique pour les femmes du kongreya star<sup>4</sup>, qui ouvre ses propres structures entièrement féminines.

La question énergétique est plus compliquée. La région est riche en pétrole, mais l'embargo empêche l'entrée du matériel nécessaire à la construction de raffineries modernes. Le pétrole brut est donc soit vendu au régime syrien, soit raffiné de manière artisanale par des travailleurs n'ayant d'autres opportunités d'emploi. La commission de l'énergie du Rojava compte bien stopper cette activité destructrice, tant pour les humains que l'environnement, dès

<sup>4</sup> Mouvement des femmes au Rojava

que possible. À Manbij, située beaucoup plus à l'ouest, le conseil local a déjà décidé de l'interdire au vu du risque sanitaire élevé. Afin de conserver l'autonomie énergétique du Rojava, « nous n'avons pas d'autre solution pour le moment » déclare en juillet 2017 Samer Hussein, adjointe de la commission de l'énergie. « Les gens ici ont besoin de carburant. Dès que nous pourrons, nous construirons des raffineries modernes et nous nettoierons la région. Et bien sûr, nous embaucherons tous ces travailleurs dans les nouvelles raffineries. » Depuis la prise du barrage de Tichrin sur l'Euphrate, l'approvisionnement en électricité est meilleur, mais la Turquie limite volontairement le débit du fleuve afin qu'il ne soit pas assez puissant pour faire fonctionner les turbines efficacement. Les habitants restent tributaires des générateurs fonctionnant à l'essence pour garantir une alimentation électrique suffisante tout au long de la journée.

Ignorés jusqu'à la bataille de Kobane qui les a mis sur le devant de la scène médiatique internationale, et même si une majorité dans l'opposition syrienne refuse encore de les reconnaître, les Kurdes et leurs alliés sont devenus un interlocuteur clé dans la résolution d'un conflit syrien meurtrier, en proposant un modèle alternatif d'organisation politique pour sortir de la crise. Si aujourd'hui ils ont l'attention des grandes puissances mondiales, l'aide reçue reste principalement militaire. Nulle garantie n'existe quant à la continuité de ce soutien après la libération de la ville de Raqqa, capitale symbolique de Daesh. Le régime syrien commence en effet à élever la voix et à se rapprocher du nord de la Syrie, qu'il avait abandonné jusque-là. L'armée turque, elle, épaulée par

des supplétifs jihadistes, a lancé début 2018 une attaque directe contre le canton d'Efrîn au nord ouest, dans le but ouvertement affiché de nettoyer la région de sa population kurde. Et nul ne sait où elle continuera à porter ses coups. Alors que les premières élections des représentants aux conseils locaux ont eu lieu, et que les autres élections auront lieu en 2018, la fédération des peuples du Nord de la Syrie a plus que jamais besoin d'un soutien politique, pas seulement institutionnel mais aussi de la part des sociétés civiles, pour que le projet démocratique qui a commencé à s'y installer puisse se développer pleinement. ✨

#### EN SAVOIR PLUS

- Charte du Rojava : <http://www.kedistan.net/wp-content/uploads/2017/03/contrat-social-federation-democratique-syrie-du-nord.pdf>
- *Un autre futur pour le Kurdistan*, Pierre Bance
- *La commune du Rojava*, ouvrage collectif
- Article du *Monde diplomatique* de septembre 2017 de Chris den Hond et Mireille Court
- <http://orientxxi.info/magazine/rojava-une-utopie-au-coeur-du-chaos-syrien>, 2030
- <https://www.revue-ballast.fr/cooperative-de-femmes-rojava/>



# LA JINÉOLOGÏ ?

Le mouvement des femmes kurdes n'a cessé de grandir depuis la naissance du PKK. « Il a fallu lutter pour se faire accepter », dit Ayse Gökhan, une figure importante du mouvement aujourd'hui emprisonnée. Après sa libération de la prison de Diyarbakir, où sa détermination à ne pas céder aux tortures force l'admiration de tous et de toutes, Sakine Cansiz participera à la formation des premières unités combattantes exclusivement féminines dans les années 90. Peu de temps après, des structures politiques féminines commencent à se créer, et le mouvement des femmes développe sa propre théorie politique, la théorie de la rupture, où la libération féminine est considérée comme le préalable à la lutte pour la liberté. En réaction à un féminisme souvent occidental-centré, les femmes kurdes créent la jinéologï – « science de la femme » en kurde – afin de développer leur vision du féminisme, indépendamment de toute structure patriarcale ou étatique.



# R

encontre avec une responsable et une militante du mouvement des femmes Kurdes en France.

*Qu'est-ce que la jinéologï ?*

La jinéologï, un cadre d'analyse féministe radicale que le mouvement kurde développe depuis 2008, tente de transférer dans la société les avancées du mouvement des femmes kurdes. La jinéologï critique comment les sciences positivistes ont monopolisé toutes les formes de pouvoir dans les mains des hommes. En tant que paradigme théorique, il se fonde sur les expériences concrètes des femmes kurdes confrontées à l'oppression patriarcale et coloniale. En utilisant cette nouvelle perspective, la jinéologï cherche à développer une méthodologie alternative pour les sciences sociales existantes, qui s'oppose aux systèmes de connaissance androcentriques.



### D'où vient ce terme?

Le terme de jinéologî est composé de deux mots : jin, le mot kurde pour « femme » et de logos, le grec pour « mot » ou « raison ». Il s'agit donc de la science ou de l'étude des femmes.

La jinéologî est une science qui refuse la définition erronée de la femme, qui est à l'origine des problèmes vécus par les sociétés. Elle est une vérité alternative qui va démontrer scientifiquement ces erreurs et qui va apporter des définitions de la femme qui emmèneront la femme et la société vers l'exactitude.

Elle prouvera, d'une part, que la vie, la société et la réalité de la femme sont inséparables et, d'autre part, démasquera l'esclavagisme imposé à la femme comme manière d'être et les processus majeurs qui le font perdurer. La jinéologî est à la fois un aboutissement et un début. C'est le résultat du progrès dialectique du mouvement des femmes kurdes, ainsi que le début d'une réponse aux contradictions et aux problèmes de la société moderne, de l'économie, de la santé, de l'éducation, de l'écologie, de l'éthique et de l'esthétique.

Bien que les sciences sociales aient abordé ces questions, elles restent influencées par l'hégémonie régnante et elles ont déformé les questions posées, notamment sur les relations entre hommes et femmes.

### Pouvez-vous parler de quelques exemples de pratiques, ou d'initiatives mises en place dans le cadre de la jinéologî?

Nous avons créé une plateforme de discussion sur les sciences sociales. Nous savons que les sciences sociales actuelles ne sont pas la solution à la crise sociale, mais nous croyons que la jinéologî peut créer de nouveaux courants et de nouvelles discussions au sein des sciences sociales. En particulier, nous voulons créer une plateforme commune de discussion avec les mouvements féministes d'Europe. Nous considérons que les discussions avec les féministes européennes sont très importantes. Nous voulons discuter des questions de genre, ainsi que des problèmes qui émergent aujourd'hui dans le cadre d'une crise sociale.

Nous voulons discuter de ces questions avec d'autres femmes pour trouver une nouvelle façon de penser les questions

d'économie, de santé, d'éthique, d'esthétique, de méthode et de violence. Avec les méthodes classiques de production du savoir, par le biais d'une réforme juridique, nous ne pouvons pas mettre un terme à la violence structurelle. Au lieu de cela, nous voulons aller plus loin et nous demander d'où viennent la violence et l'oppression de genre, et développer les concepts d'autodéfense, de coexistence et de coleadership. Après les discussions et des recherches nous avons commencé des pratiques concrètes :

- Au Rojava, trois formations ont été inaugurées pour préparer les enseignants et nous avons actuellement le village des femmes au Rojava : « Jinwar ».

- La jinéologî a été incluse dans le programme scolaire du Rojava (en Syrie du Nord) et dans le camp de réfugié.e.s de Mexmûr (Irak).

- L'ouverture d'un centre de jinéologî à Bruxelles et d'un centre principal de recherches au Rojava. la formation de comités dans les villes turques et dans toutes les régions du Kurdistan (Bakur, Bashur et Rojhelat). L'ouverture d'une Faculté de jinéologî au Rojava.

L'ouverture d'un camp de jinéologî en Allemagne en 2017 et en 2018 un camp est également prévu en Espagne.

### Quelles sont les différences entre la jinéologî et le féminisme occidental?

La jinéologî est une alternative critique et concrète aux savoirs produits sur les femmes dans les universités dirigées par l'État. Les études sur le genre sont nées dans les pays occidentaux et plus précisément dans les universités qui sont des branches idéologiques de l'État. Nous souhaitons mettre un terme à ce paradoxe en

produisant un savoir autonome afin de développer, comprendre, débattre de l'histoire et de l'état actuel de la recherche des femmes. Nous développons ce savoir loin de la simple production intellectuelle avec parfois des visées carriéristes comme dans les pays occidentaux, car la jinéologî vise à mieux comprendre notre situation et lutter face à l'État patriarcal. Il est donc primordial de développer un savoir hors des cadres étatiques.

Nous critiquons également les mouvements féministes qui tendent à poser les femmes blanches comme unique sujet. L'incapacité des mouvements féministes à pouvoir prendre en compte les expériences de femmes autres qu'occidentales constitue aujourd'hui la plus importante des impasses des féminismes. Ainsi, si les femmes blanches sont considérées comme libres, les musulmanes, par exemple, sont présentées comme victimes à sauver, chose que nous contestons.

C'est sans doute ce point qui distingue la jinéologî du féminisme. La jinéologî défend la multiplicité des expériences ainsi que les réalités socialement situées dans un cadre universel, sans poser comme centre de gravité la prétendue expérience universelle des femmes occidentales. Mais elle refuse de considérer l'expérience des femmes occidentales comme centre de gravité et expérience universelle.

La jinéologî est donc à considérer comme une contestation de tout discours qui vise à homogénéiser les femmes et postule l'importance de prendre en compte chaque contexte dans sa complexité. ✨

# LUTTE À MORT AUTOUR DE L'ÉDUCATION NATIONALE RENCONTRE AVEC LE SYNDICAT EGITIM SEN

En mars 2015, une délégation composée de militantes de solidaires Étudiant.e.s, syndicats de luttes, et un militant de Sud-Rail a rencontré à plusieurs reprises des militant.e.s du syndicat Eğitim Sen (prononcez « eytim sén ») qui syndique les enseignant.e.s et les personnels dans le secteur de l'éducation, du primaire à l'université. Les sections en question furent celles d'Amed (Diyarbakir) (pour le primaire et le secondaire), de Dersim (primaire et secondaire), d'Istanbul (universités), ainsi qu'avec la représentation d'Egitim Sen à l'université de Dersim (ils-elles ne sont pas assez nombreux.se pour légalement créer une section). Depuis, l'Union syndicale Solidaires et la fédération Sud Éducation sont plusieurs fois intervenues pour relayer les actions des syndicalistes d'Eğitim Sen et les soutenir quand c'était possible. Ce texte reprend celui de la brochure parue en mai 2015 des suites de la délégation, complété par le compte-rendu des diverses actions de soutien et la rencontre du 10 juin 2017 à Aubervilliers avec des syndicalistes exilés.



Logos du syndicat Eğitim Sen  
et de la fédération KESK,  
Diyarbakir

# D

epuis la naissance de la République de Turquie en 1923, l'enseignement est un vecteur de transmission de l'idéologie nationaliste turque. La construction et l'unification de l'État-nation turc se sont accompagnées d'un processus d'assimilation violent des peuples se trouvant sur son territoire, visant à nier la diversité de cultures et d'identités existantes. La négation de cette pluralité culturelle s'est faite au profit de la création d'une image fantasmée d'un homme turc musulman. La laïcité, inscrite dans la constitution, est en réalité la gestion de la religion musulmane par l'État. Toutes les autres cultures ont été dans l'obligation de se conformer à ce modèle culturel sous peine de subir un terrible régime d'oppression. L'enseignement a donc toujours été utilisé comme un moyen d'uniformisation nationale, inspirée du modèle nationaliste français, résumée par cette expression : « Un



seul pays, une seule langue, un seul peuple. » C'est notamment le lieu d'apprentissage du turc pour tout le monde. Jusqu'en 2013, toutes les autres langues étaient totalement interdites et les enfants étaient réprimés s'ils parlaient leur langue maternelle.

### L'ÉDUCATION EN TURQUIE : UN ENJEU TRÈS POLITIQUE

Les politiques éducatives sont décidées dans le conseil de l'éducation de la maternelle au lycée puis le conseil de l'enseignement supérieur dans l'enseignement supérieur. Les personnes qui siègent dans ces instances sont des proches du pouvoir. Les manuels scolaires suivent tous cette pensée nationaliste, ainsi on trouve au début de tous les manuels – sans distinction de maison d'édition ou de matière – un mot d'Atatürk le « père de la nation » ainsi qu'une photo de lui. Les enfants sont soumis depuis des décennies au lever du drapeau le lundi matin et le baisser du drapeau le vendredi soir.

L'AKP a repris ces aspects du nationalisme en renforçant la place de la religion. Il a exalté la figure d'un homme religieux haïné à l'égard de tout ce qui ne lui ressemble pas. Pour cela, l'AKP a profondément transformé l'éducation nationale depuis son arrivée au pouvoir. Cette politique se traduit tout d'abord par le développement des établissements religieux les « Imam Hatip » au détriment des établissements généraux. Ces Imam Hatip servent à former des Imams et s'y enseigne une forme d'islam que nos interlocuteurs qualifiaient de « sunnisme orthodoxe intolérant ». Quant aux collèges, il semble qu'il faille chercher à l'extérieur de la ville pour en trouver qui ne dispensent pas un enseignement de type Imam Hatip.



« Heureux celui qui dit je suis Turc. »  
Atatürk, université

Ces politiques qui, de fait, forcent les familles à scolariser leurs enfants dans les Imam Hatip sont renforcées par un désengagement financier de l'État dans les écoles générales. Ainsi, un grand nombre de services payants dans les lycées généraux (livres, cantine, internat, transports scolaires...) sont pris en charge par l'État pour les élèves des Imam Hatip. Cependant, y compris dans les établissements généraux, l'État cherche à imposer l'enseignement de la religion en rendant obligatoires des cours de « culture religieuse » et ce, depuis la maternelle. De manière plus insidieuse, le contrôle que l'État cherche à développer au cœur des convictions religieuses des individus se manifeste également par la volonté de l'AKP, à partir de 2016, de créer ses propres écoles pour les alévis. Dans ces écoles,

les « dédés<sup>1</sup> » seraient formés par le gouvernement. Cela lui permettrait ainsi de construire sa propre conception de l'alévitité, afin de mieux en délimiter les contours.

Le gouvernement AKP encourage aussi la création d'écoles, collèges, lycées et universités privés en proposant des aides financières pour les familles. Toutes les sections d'Egitim Sen font part de leurs inquiétudes face à la privatisation des écoles. La section d'Istanbul nous raconte la tentative par le gouvernement de faire passer une loi de libéralisation des universités en 2013. Cette loi n'a pas abouti, par contre, elle s'accompagnait d'une loi sur les procédures disciplinaires qui contenaient un durcissement de la répression dans les universités qui, elle, est passée. Si la libéralisation est officiellement en attente, le gouvernement a commencé à développer les contrats précaires, notamment pour les assistant.e.s (étudiant.e.s en master, doctorant.e.s). Ainsi sa stratégie est de développer sans même avoir besoin d'une loi le privé dans le public.

Globalement, il s'agit d'un système éducatif peu émancipateur et non vecteur de créativité qui nous est décrit par tous les syndicalistes rencontrés.e.s. L'enseignement passe par de l'apprentissage « par cœur », à partir de programmes, que Egitim Sen qualifie de « nationalistes, racistes et sexistes ». Beaucoup d'examens se font sous la forme du QCM (questionnaire à choix multiple) et les élèves répondent à des questions du type : « En quelle année

<sup>1</sup> Les « dédés » sont des chefs religieux et spirituel de l'alévisme.

Mustapha Kemal Atatürk a déclaré que... ? » Toute l'histoire du pays s'organise autour de ce programme nationaliste qui justifie, par exemple, les « massacres des Arméniens » pour ne pas parler de génocide des Arméniens. Les enseignant.e.s de Dersim regrettent fortement l'absence d'encouragement à la réflexion. Les élèves n'apprennent pas à se questionner. Ils dénoncent la quasi absence de cours d'arts, de musique ou autres disciplines qui pourraient favoriser un développement personnel et ironisent sur le nombre important d'heures de cours de grammaire turque en comparaison.

### UN CAS : L'UNIVERSITÉ DE DERSIM OU L'UNIVERSITÉ COMME OUTIL DE CONTRÔLE SOCIAL

Le cas de l'université de Dersim est emblématique de l'usage que l'État rêverait de faire de l'institution scolaire en général : créée en 2008 à 20 km du centre-ville, le campus de l'université de Dersim et ses 6 400 étudiant.e.s sont séparés du reste de la ville de Dersim. Sa fondation est directement issue de la volonté de l'AKP de créer une université dans chaque département, en tant que relais et symbole de la présence de l'État dans tout le pays. À Dersim, l'enjeu était de placer le campus assez loin de la ville afin de couper les étudiant.e.s, source d'agitation sociale, d'une ville déjà très active politiquement. En effet, Dersim, renommée, par les Turcs, Tunceli est une ville de montagne qui a été un lieu de refuge pour les opprimés.e.s : Arméniens, Kurdes, alévis. Elle a de fait une histoire particulière de massacres mais aussi de résistances à l'opresseur.

Les membres d'Egitim Sen expliquent en introduction que cette université avait dès



**GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS**

Le génocide des Arméniens de l'Empire ottoman désigne l'annihilation physique des chrétiens arméniens dans l'Empire ottoman entre le printemps 1915 et l'automne 1916. Environ 1,5 million d'Arméniens vivaient dans l'Empire, au moins 664 000 et peut-être jusqu'à 1,2 million de personnes ont péri durant le génocide.

le départ une vocation propagandiste : présenter la Turquie comme une nation moderne ayant une université par province, que ce soit en interne ou à l'international. C'est également illustratif du contrôle du pouvoir central sur l'enseignement supérieur : il peut créer une université de son propre chef, sans consulter ni la communauté scientifique ni les pouvoirs locaux. Egitim Sen a également mis l'accent sur le rôle de contrôle social bien plus que scientifique de cette université : c'était l'occasion pour l'État de placer des partisans à lui, dans une région qui lui est majoritairement hostile (même l'armée a peur de sortir de ses casernes, entourées de champs de mines). Les recrutements d'enseignant.e.s se font par le pouvoir exécutif au niveau central et surtout sur des critères politiques. Cette politique conduit à des aberrations académiques comme l'existence d'un département « produit de l'eau » qui ne compte aucun étudiant.e mais où il y a bien des enseignant.e.s qui sont salarié.e.s mais qui ne fournissent aucun travail scientifique. L'objectif étant de placer des individus proches du pouvoir, et ce de façon tout à fait décomplexée.

**PETITE HISTOIRE D'EGITIM SEN**

Le syndicat de l'enseignement a été fondé en 1995. Comme Egitim Sen ne syndique que des fonctionnaires, le syndicat est confédéré dans KESK, qu'il a participé à créer. Les membres d'Egitim Sen se présentent même souvent comme moteurs au sein du KesK. À Egitim Sen, se syndiquent des profs du primaire à l'université, mais aussi des technicien.nes, ouvrier.e.s, etc. mais uniquement ceux et celles qui sont fonctionnaires. Celles et ceux qui relèvent du droit privé ne peuvent pas s'y syndiquer. Ce mélange est à la fois une volonté politique mais aussi la conséquence de la constitution turque qui oblige à se syndiquer par secteur. Les militantes de l'université d'Istanbul nous ont ainsi raconté, l'œil moqueur, comment des « académiciens » qui ne voulaient pas appartenir à la même organisation que les enseignant.e.s du primaire et du secondaire ont dû finalement adhérer à Egitim Sen, car l'État limite le nombre de syndicats par secteur. Il est le résultat d'un consensus entre diverses organisations et partis politiques sur la nécessité de créer un syndicat dans l'éducation qui défende un enseignement public, gratuit, scientifique, laïc et non sexiste. Depuis quelques années, le syndicat défend aussi dans toute la Turquie, un enseignement non nationaliste qui prenne en compte l'histoire des différents peuples et religions de Turquie. En ce sens, il a intégré les revendications du mouvement kurde et s'insère dans le mouvement politique pour la reconnaissance et l'autonomie du peuple kurde. Zeynep Kivilcim de la section de l'université d'Istanbul, qui n'est pas kurde, nous raconte avec un fond de colère que cette intégration ne s'est pas faite sans un combat très âpre, les syndi-



24 mars 1997. Des travailleurs de l'éducation se rendent au ministère de l'Éducation nationale à Ankara.

calistes lié.e.s au mouvement pour l'autonomie des peuples (souvent simplifié en mouvement kurde) ont souvent été taxé.e.s de faux syndicalistes et de « nationalistes kurdes », qui ne se préoccupaient que de la question kurde.

Dans les universités, des sections sont présentes à Izmir, Ankara et Istanbul. Dans la province de Dersim, le syndicat compte 1 100 membres sur 1 400 enseignant.e.s et dans celle de Diyarbakir, sur 20 000 enseignant.e.s, 10 000 sont à Egitim Sen. Les syndicats fonctionnent sans permanent.e. Par contre, des postes de permanent.e.s existent pour le bureau national qui se trouve à Ankara. Egitim Sen refuse de développer un syndicalisme professionnel, forme qu'ils.elles assimilent à une pratique des syndicats proches du pouvoir.

**UN SYNDICALISME DE COMBAT QUOTIDIEN**

Egitim Sen fait un travail de défense des droits des travailleur.euse.s et pour l'amélioration des conditions de travail. Ils pointent le manque de moyens attribués à l'enseignement public face à des classes

surchargées de 50 à 60 élèves (exception faite de Dersim où la section parle de « privilège » sur le nombre d'élèves en cours). La section de Diyarbakir nous raconte comment les salles de travaux pratiques servent de salles de cours classiques. Effet du manque de places dans les lycées. À Dersim aussi, l'état des écoles est décrit comme catastrophique. Dans les écoles primaires du Kurdistan, il n'y a parfois pas de cours de récréation. « L'école n'est pas adaptée aux enfants », résume le secrétaire de la section de Dersim, qui raconte que les problèmes d'infrastructure sont tels qu'on finit par s'habituer à cette situation de chaos et que bénéficier d'un « bâtiment et de chaises » les rend déjà content.e.s. Les enseignant.e.s doivent parfois faire le ménage eux.elles-mêmes car il n'y a pas de personnel dédié à cela. Afin d'assimilation, certain.e.s jeunes diplômé.e.s sont affecté.e.s à des centaines de kilomètres de chez eux et surtout hors des régions kurdes. Par ailleurs, de nombreux jeunes reçu.e.s au concours n'ont pas de poste et doivent chômer sans salaire,

alors même qu'il y a un manque criant d'enseignant.e.s.

Ils et elles organisent des grèves, des manifestations, des conférences de presse, des rassemblements, des boycotts (par exemple des cours de religion ou du sermon « Je suis fier d'être turc » que l'État faisait répéter jusqu'en 2013 à tous les enfants) mais également des conférences sur des problématiques liées à l'enseignement où ils et elles discutent par exemple de la restructuration du secteur public, de la formation, du contenu des cours, des modèles d'enseignement à travers le monde, etc. Le secrétaire de la section de Diyarbakir parle aussi de « désobéissance civile » notamment quand il fait référence à la création d'écoles entièrement en langue kurde.

Face à la conception de l'éducation comme vecteur d'une idéologie nationaliste, raciste et sexiste, Egitim Sen défend un enseignement public, gratuit, laïc, scientifique, anti-sexiste et dans les langues maternelles. Un enseignement à portée critique intégrant l'histoire des différents peuples de Turquie, à l'encontre du récit national unique. Dans les sections du Kurdistan, un de leur cheval de bataille central est la lutte pour la reconnaissance des langues réprimées par l'État et l'enseignement dans ces langues maternelles. « C'est une question fondamentale », dit le secrétaire de la section de Dersim. Depuis 90 ans, la région subit une assimilation qui a détruit l'identité des familles, la question de la langue est au cœur de la répression des identités. C'est aussi pourquoi elle est au cœur de résistances. Le syndicat réfute le fait que les cours optionnels de kurde, décidés par le gouvernement en 2013, soit un progrès. « C'est considérer le kurde comme une langue



Manifestation contre la fermeture d'Egitim Sen. Sur les pancartes : « Non à la fermeture d'Egitim Sen »

étrangère », alors même que c'est la langue maternelle de millions de personnes qui vivent dans le pays. Il en va de même pour l'arménien. De surcroît, la section de Dersim chiffre à 200 le nombre d'élèves qui ont choisi les cours optionnels mais se trouvent sans enseignant.e.s par faute de nomination par l'État. Ce qui montre assez bien que ce n'est qu'une mesure d'apaisement et pas une vraie mesure politique d'ouverture sur les cultures.

Dans les provinces kurdes, malgré la répression annuelle, le syndicat organise-

## LE COMBAT DES FEMMES DANS LE SYNDICAT

Zeynep Kivilcim et Gultan Ergun, membres de la commission femme, nous exposent leur point de vue : « À l'intérieur du syndicat, il y a une commission des femmes. Nous sommes en train de créer des assemblées de femmes. L'une des spécificités d'Egitim Sen est que la moitié des membres sont des femmes. Mais malgré cela, le taux de représentation à la direction du syndicat est très faible. Le premier obstacle qu'on rencontre ce sont nos camarades hommes. On revendique la représentation égale des hommes et des femmes, c'est une revendication minimale. Jusqu'en 2011, il n'y avait pas de quotas dans les statuts. Maintenant on est à 40% de femmes. Quand on a commencé à en parler, la plupart des membres, qui sont pourtant dans des partis politiques qui fonctionnent comme ça, ont refusé pour le syndicat. On a insisté plusieurs fois, ils ont refusé. Un syndicat qui a le courage de mettre dans ses statuts le droit à la langue maternelle ne l'a pas pour reconnaître les droits des femmes ! ? On demande depuis le début un quota de 50, car 50% des syndiqué.e.s sont des femmes. Ils nous répondaient tout le temps, « le syndicat n'est pas prêt », « la société n'est pas prête ». On a été obligé d'accepter le quota de 40% sinon ça ne serait pas passé. Pour pouvoir changer les statuts, on a besoin du vote des hommes, parce que la plupart des délégués sont des hommes. En tant que femme féministe, on a été l'objet d'une attaque lors d'une réunion syndicale. Faudrait faire une thèse sur la masculinité des hommes militants. En Turquie, la masculinité est quelque chose en permanence exalté et comme les hommes de gauche sont opprimés, ils sont incapables de gérer le fait qu'ils n'ont pas le pouvoir. Leur masculinité est toujours opprimée, et quand tu es dans ton propre syndicat, quand les femmes féministes viennent, ils ne peuvent pas supporter. « Les féministes sont des révisionnistes, des opportunistes. » En 2005, 2008, deux fois des revues du syndicat sont sorties pour le 8 mars et des textes de femmes ont été censurés par la direction générale sous prétexte qu'il y avait le mot féministe à l'intérieur. Le 8 mars dernier [en 2015], on était à Mu (est de la Turquie) pour faire un état des lieux des femmes à l'université. Il y avait un homme, qui était le représentant de la section d'Egitim Sen. Il nous a expliqué que ce qui comptait c'était la lutte des classes et qu'il fallait pas se diviser. C'était un panel pour le 8 mars, même le 8 mars, on peut pas parler en temps que femme. Il y a une solidarité entre les hommes de tous les partis. »





chaque année des heures de cours en kurmanci ou en zazaki au moment de la journée de la langue maternelle (21 février) et de la fête des langues kurdes (15 mai). Dans trois villes, Diyarbakir, Djéziré et Yusekova, Egitim Sen a participé, aux côtés de l'association Kurdi-Der (association qui promeut la langue kurde) et des municipalités à la création d'écoles alternatives où l'enseignement se fait entièrement en kurde et les pédagogies y sont alternatives. À Diyarbakir, le contenu est centré sur les élèves, tourne autour de ce que serait une démocratie, incite les élèves à être critiques, prône l'égalité entre les hommes et les femmes comme l'amitié entre les peuples. Ces écoles fonctionnent grâce à l'aide financière des mairies et grâce aux dons, ce qui permet d'assurer un enseignement totalement gratuit : les fournitures scolaires, les repas, le transport ne sont pas des frais à la charge des familles. Pour le moment, ces écoles n'ont ouvert que la première classe (équivalent du CP), les niveaux supérieurs vont se développer. Des manuels scolaires en kurde de la primaire jusqu'au lycée sont en création. Les premiers manuels qui ont été finis ont d'ailleurs été envoyés à Kobané.

Ces écoles insufflent un esprit de désobéissance civile par leur existence même, en pratiquant ce qui est interdit par la loi. Celle de Diyarbakir a été attaquée à ses débuts. L'État laisse désormais les écoles exister mais sans les reconnaître. Dans la province de Dersim, c'est le zazaki, considéré par l'UNESCO<sup>2</sup> comme étant en voie de disparition qui fait l'objet d'une lutte pour son enseignement dans les écoles. De manière plus générale, c'est un enseignement aigusant l'esprit critique qui est

défendu par Egitim Sen, qui s'oppose à la mainmise de l'État sur les programmes scolaires. Ce contrôle, on l'a vu, s'exerce par le biais des cours de religion obligatoires mais également par la suppression de certains cours, comme cela a été le cas des cours de philosophie dans les Imam Hatip. C'est ce qu'il faut comprendre lorsqu'ils revendiquent un enseignement « scientifique » ; il s'agit pour elles et eux d'exiger l'enseignement des différents paradigmes scientifiques, sans en privilégier certains pour des motifs religieux, idéologiques ou autres. À l'université de Dersim, lors de la campagne pour l'élection du directeur de l'université (équivalent du président d'université en France), le syndicat a exigé des candidat.e.s qu'ils-elles s'engagent à ne pas interférer dans le contenu des cours.

#### LA REVENDICATION DE LA LANGUE MATERNELLE

Les défenseur.se.s de l'enseignement dans la langue maternelle ont eu deux opposant.e.s durant ces dernières années : l'État et les militant.e.s de gauche kemalistes<sup>3</sup>. En 2001, le syndicat vote l'inscription dans ses statuts de l'enseignement dans la langue maternelle à rebours de la politique assimilationniste du gouvernement, qui interdit les langues autres que le turc et donc leur enseignement. En février 2002, l'État tente un procès à Egitim Sen en accusant le syndicat de séparatisme mais la plainte est classée sans suite. Par la suite, c'est l'état-major de l'armée qui fait pression sur la justice pour rouvrir le dossier. L'État vise clairement la dissolution du syndicat même s'il n'y parviendra pas. En parallèle, est mené un débat à l'inté-

rieur du syndicat sur la pertinence de revendiquer l'enseignement en langue maternelle. L'article est retiré des textes en 2005 car la majorité s'y oppose. En 2011, la majorité s'inverse, il est réinscrit dans les statuts, où il figure toujours.

#### LA RÉPRESSION DES SYNDICALISTES « KURDES »

L'État n'a pas réussi à dissoudre le syndicat mais il garde tout de même le pouvoir d'interférer dans son fonctionnement et de limiter son influence. De nombreux syndicalistes font, par ailleurs, l'objet de poursuites pour séparatisme en tant que membres de la tendance kurde. Les syndicalistes (pro)kurdes sont l'objet d'une répression sévère. Nombre d'entre eux et elles sont mort.e.s en prison, d'exécutions extra-judiciaires et sous la torture du fait de leurs activités syndicales. D'autres se sont exilé.e.s. En ce moment, beaucoup de leurs militant.e.s sont en procès accusé.e.s d'« appartenance à une organisation terroriste » dans le cadre des « opérations KCK ». Ces opérations de police, menées par l'État turc entre 2009 et 2012<sup>4</sup>, étaient dirigées contre des milliers de syndicalistes, étudiant.e.s,

2 Organisation des nations unies pour l'éducation, la science et la culture, c'est une institution spécialisée de l'Organisation des nations unies qui fut créée le 16 novembre 1945 à la suite des dégâts et des massacres de la Seconde Guerre mondiale.

3 Le kémalisme est l'idéologie fondatrice de la Turquie. La gauche se revendiquant du kémalisme s'inscrit dans une pensée nationaliste et partage l'idée qu'il n'existe pas d'autres identités qu'une identité turque et nie donc le droit à l'existence culturelle et politique des Kurdes, Alévis, Arméniens... Voir Partie historique.

4 Les opérations KCK désignent une vague d'arrestation massive entre 2009 et 2012 de militants et surtout cadres du parti kurde officiel. Près de 11.000 personnes ont ainsi été poursuivies.

5 Le KCK ou congrès des communautés du Kurdistan est l'instance représentative du mouvement « kurde ».

avocat.e.s, journalistes, maires, conseiller.e.s municipaux, et dirigeant.e.s du parti légal de l'époque le BDP, accusé.e.s d'être membre du KCK<sup>5</sup>, considéré par l'État turc comme la branche urbaine du PKK. Beaucoup d'entre eux elles risquaient de nombreuses années de prison.

#### MILITER SOUS ÉTAT D'URGENCE ET EN ÉTAT DE GUERRE

En 2015, la guerre reprend. L'État turc prend pour prétexte un attentat perpétré à Suruç contre de jeunes socialistes qui portaient porter des jouets à Kobané pour attaquer les populations du Sud-Est de la Turquie. Il réagit en fait à la percée électorale du HDP aux élections législatives. Le coup d'État manqué d'une autre droite islamiste que celle de l'AKP donne une nouvelle excuse au gouvernement pour renforcer sa guerre. Ainsi alors que l'AKP est attaqué par sa droite, c'est à la gauche qu'il s'en prend, les syndicalistes de KESK et Egitim Sen ne feront pas exception. La répression contre les militant.e.s d'Egitim Sen au Kurdistan a été particulièrement forte. Leila, ex-animatrice de la section de Viransehir, exilée en France fin 2016, raconte comment elle a été limogée ainsi que des milliers de ses camarades, le harcèlement de l'État et leur décision à elle et son mari, aussi enseignant, de quitter finalement la Turquie pour éviter la prison, voire la mort. La situation n'avait pourtant en rien entamé leur détermination. Manifestations, happenings, caisses de soutien financier, nombreuses sont les initiatives qui ont été prises depuis l'automne 2015 pour freiner l'État dans ses desseins. Mais plus largement, la destruction de quartiers, voire de villes entières, a donné une responsabilité particulière



Dessin d'un enfant kurde dans un quartier populaire d'Istanbul

aux enseignant.e.s militant.e.s. En 2016, la section de Mardin rapporte les changements mentaux chez les enfants en partageant un petit exercice illustrateur. Des enfants à qui on demandait d'illustrer ce qu'ils voyaient sur le chemin entre leur maison et l'école, dessinaient et citaient avec une fine connaissance des véhicules militaires. Le rôle des enseignant.e.s est si important que sur les 3 000 licencié.e.s que compte KESK, plus de 1 500 sont des membres d'Egitim Sen, en grande majorité exerçant au Kurdistan. Les premières mesures de licenciement par décret (c'est-à-dire sur simple décision du ministère) concernaient plus de 15 000 enseignant.e.s d'Egitim Sen. Ce sont les manifestations, sit-in ou grèves de la faim qui vont permettre la réintégration d'une partie d'entre eux et elles. Mais le combat est loin d'être terminé, à la rentrée 2017, Egitim Sen rapporte que 682 enseignant.e.s ont été

muté.e.s de force vers de nouveaux lieux hors du Kurdistan.

#### RENCONTRE AVEC DEUX SYNDICALISTES DE L'ÉDUCATION EN EXIL EN FRANCE VENDREDI 17 MARS 2017

Leila et Kadri, enseignant.e.s à Viransehir (petite ville du Kurdistan), ont dû fuir la Turquie en mai 2016 sous la menace de lourdes peines de prison suite à leur participation aux manifestations contre les opérations militaires de l'État turc dans les villes kurdes à l'automne 2015. En septembre 2016, un mois après la tentative de coup d'État militaire et le tournant dictatorial imposé par Erdogan dans la foulée, ils ont appris leur licenciement de la fonction publique. Ils n'ont aujourd'hui pas d'espoir de retourner en Turquie et souhaitent s'installer en France où ils espèrent pouvoir de nouveau enseigner.

#### Êtes-vous en relation avec d'autres membres d'Egitim Sen exilé.e.s en France ?

Nous sommes en contact avec une ou deux personnes membres de notre syndicat. Mais la plupart des militant.e.s politiques turcs et turques ou kurdes demandent l'asile en Suisse et surtout en Allemagne, où la diaspora militante est plus importante et plus structurée.

#### Êtes-vous encore en contact avec vos collègues resté.e.s en Turquie ?

Oui, le climat entre les collègues dans les établissements scolaires est désastreux. Il y règne une atmosphère de peur et de suspicion. Les collègues n'osent pas parler entre elles.eux de ce qui se passe par crainte de la délation (encouragée par le pouvoir). À tel point que nombre de nos camarades n'osent plus se réclamer d'Egitim Sen, voire quittent le syndicat. Les autres syndicats, qu'ils soient kémalistes ou proches de l'AKP (parti d'Erdogan), ne sont pas victimes de la répression et ne nous soutiennent absolument pas.

#### Comment avez-vous géré financièrement la suspension, pendant plusieurs mois, de plus de 10 000 membres de votre syndicat ? (la plupart ont été réintégré.e.s en janvier suite à une lutte)

En temps normal, nous sommes en mesure d'apporter une solidarité financière à nos militant.e.s suspendu.e.s. Mais là, la situation était tout simplement inédite et ingérable. Le syndicat n'avait pas les moyens de garantir un revenu au quart de ses adhérent.e.s pendant plus de cinq mois !

#### Comment s'est traduit le tournant dictatorial du régime Erdogan dans le domaine éducatif ?

Comme dans l'armée, la justice et la police, le pouvoir veut profiter du prétexte du coup d'État pour faire le ménage dans le secteur

éducatif. S'il y a une tendance à vouloir éliminer toute trace de laïcité, il ne faut pas penser pour autant que la priorité du pouvoir turc soit d'islamiser les jeunes turcs. Son objectif premier c'est d'abord de produire des jeunes sans esprit critique, prêts à obéir au régime sans ciller.

#### Est-ce que ce tournant dictatorial et la suspension de milliers d'enseignant.e.s ont suscité des réactions chez les jeunes scolarisé.e.s ?

Dans les universités, oui, il y a eu des actions. Mais dans les lycées, le climat de peur est tellement pesant que l'opposition des élèves se manifeste d'abord par des réactions émotionnelles. On a vu des élèves pleurer en voyant partir leur enseignant.e ou même certain.e.s qui refusent d'accepter le ou la remplaçant.e nouvellement arrivé.e...

#### La reprise en main du secteur éducatif s'est-elle traduite par une modification du mode de recrutement des enseignant.e.s ?

Le recrutement se fait toujours sur concours, mais ce concours est de plus en plus biaisé. L'écrit consiste en un QCM, mais il est de notoriété publique que certaines questions sont communiquées à l'avance à certains partisans de l'AKP afin de s'assurer qu'ils réussissent le concours. Une épreuve orale a été introduite il y a peu. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, son objectif n'est pas tant d'évaluer les compétences pédagogiques que de filtrer les nouvelles recrues selon leurs orientations politiques. Lors de cet examen, le jury peut ainsi demander aux candidat.e.s à quel syndicat ils comptent adhérer... ✨